

Procès-Verbal du Comité syndical

Séance du 12 octobre 2017

Le 12 octobre 2017, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 6 octobre 2017, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004, Paris sous la présidence de Mme Christine Bruneau, 1^{ère} Vice-présidente en remplacement de Mme Marie-Pierre de la Gontrie, Présidente sortante empêchée.

Nombre de délégués en exercice :	109
Nombre de délégués présents ou représentés :	72 dont 18 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

Mme France BERNICHI (Alfortville), Mme Perrine PRECETTI (Antony), Thierry-Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Bruno TUDER (Bagneux), M. Youssef ZAOUI (Bobigny), M. Samuel BESNARD (Cachan), M. Yves FUCHS (Champigny-sur-Marne), M. Pascal TURANO (Charenton), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Michel FAYE (Fontenay-aux-Roses), M. Alain SANSON (Fontenay-le-Fleury), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Fatah AGGOUNE (Gentilly), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Patrick OLLIER (La Métropole du Grand Paris), M. Philippe BRILLAUT (Le Chesnay), M. Ibrahima TRAORÉ (Le Kremlin-Bicêtre), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Marie-José RAMBEAU (Montrouge), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Bernard GIRAULT (Noisy-le-Sec), M. Philippe LEBEAU (Pantin), Mme Catherine BARATTI-ELBAZ (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois), Mme Monique BOUTEILLE (Rueil-Malmaison), M. Patrick LEROY (Rungis), M. Alain GUETROT (Saint-Maurice), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Amirouche LAÏDI (Suresnes), M. Hervé FLEURY (Versailles), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes), M. Roland de HEAULME (Viroflay) M. Jean-Marc BOURJAC (Vitry-sur-Seine).

Grand Paris Grand Est : Alain SCHUMACHER.

Grand Paris Seine Ouest : Mme Christine BRUNEAU, M. Hervé LIEVRE, M. Michel JIAUME, M. Bernard ROCHE.

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

Mme Catherine DENIS (Bagnolet), M. Marc FEUGERE (Châtenay-Malabry), M. Jacques GODRON (Juvisy-sur-Orge), Mme Anna ANGELI (Le Pré Saint-Gervais), M. Patrice MARCHAL (Nanterre), Mme Michèle CLAVEAU (Noisy-le-Grand), Mme Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), M. Dominique LE BRUN (Saint-Cloud), Mme Florence de PAMPELONNE (Grand Paris Seine Ouest).

Excusés ayant donné pouvoir :

Mme Alice LE MOAL (Clichy-la-Garenne) à Patrice PATTÉE, M. Bruno HELIN (Créteil) à Samuel BESNARD, Mme Isabelle DEBRÉ (Département des Hauts-de-Seine) à Marc FEUGERE, M. Pierre GARZON (Département du Val-de-Marne) à Yoann RISPAL, M. Frédéric NICOLAS (Dugny) à Jean-Luc MILLARD, M. Stéphane PRAT (Ivry-sur-Seine) à Christophe NAJDOVSKI, M. Gabriel GALIOTTO (Le Blanc-Mesnil) à Jackie BOULAY, M. Christophe PAQUIS (Les Lilas) à Mme Marie-Michelle PHOJO, Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret) à Thierry-Michel ISOARD, Mme Catherine PILON (Montreuil) à Philippe LEBEAU, M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance) à Jean-Paul FAUCONNET, Mme Pascale TRIMBACH (Saint-Mandé) à Christophe BOISSIERE, M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson) à Xavier CARON, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve La Garenne) à Anne-Laure LEBRETON. M. Daniel GUIRAUD (La Métropole du Grand Paris) à Patrick OLLIER, M. Gauthier MOUGIN (Grand Paris Seine Ouest) à Christine BRUNEAU, M. Jean-Marc SZMARAGD (Grand Paris Seine Ouest) à Michel JIAUME, Mme Aline de MARCILLAC (Grand Paris Seine Ouest) à Florence de PAMPELONNE.

Etaient excusés : M. Yann WEHRLING (Région Île-de-France), M. Jean-Luc CURAT (Saclay).

Assistaient également à la séance : Mme Véronique HACHÉ, directrice du Syndicat, M. Malik SALEMKOUR, directeur juridique des finances et de la commande publique, Mme Fabienne PUIG, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mme Mélody TONOLLI, directrice de la communication et du Marketing, M. Olivier BONNEFOY, directeur des services techniques, M. Pierre RAPEAU chargé de l'administration général.

Ordre du jour :

Election du/de la Présidente

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 20 septembre 2017

2. Délibérations :

- Délégation de compétence au/à la Présidente
- Modification du nombre de membres du bureau
- Désignation d'un membre à la CCSPL
- Désignation d'un membre à la commission de DSP
- Retrait d'un EPT et d'une collectivité
- Décisions modificatives
- Adhésion de collectivités au SMAVM, transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib'.

3. Points divers

Mme Christine Bruneau, 1^{re} Vice-présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme BRUNEAU cède la présidence à M. Yves FUCHS, doyen d'âge (article L. 5211-9 du CGCT) et informe que M. Christophe BERNIER, étant le plus jeune des membres présents est désigné secrétaire de séance.

1 Election du/de la Présidente (Délibération 2017 97)

M. Yves FUCHS prend la présidence de l'assemblée (article L. 5211-9 du CGCT) et rappelle qu'en application de l'article L. 5211-2 du CGCT, le ou la présidente est élu(e) au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du Comité syndical.

Le Président informe les membres qu'une seule candidature est parvenue par écrit pour ce poste et cite :

Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris). La copie de sa lettre de candidature motivée est remise en séance à tous les membres.

Le Président demande ensuite à l'assemblée si d'autres représentant(e)s souhaitent candidater.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) se déclare candidat.

Les deux candidats se sont présentés et ont fait part à l'assemblée de leurs motivations respectives pour cette fonction.

Le Président a ensuite constitué le bureau de vote en désignant Mme Gaillabaud, en qualité de Présidente, et MM. Caron et Rispal assesseurs, a demandé de procéder au vote.

Nombre de votants :	72 (dont 18 pouvoirs = 788 voix)
Nombre de bulletins dans l'urne :	72
Suffrages exprimés :	2 258 voix
Majorité absolue :	1 130 voix

Mme Catherine Baratti-Elbaz
Pour : 2 099,25 voix

M. Philippe Brillault
Pour : 158,75 voix

Au premier tour de scrutin, Mme Catherine Baratti-Elbaz ayant obtenu la majorité absolue avec 2 099,25 voix pour, est élue Présidente du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole et est immédiatement installée dans sa fonction.

Mme Catherine Baratti-Elbaz remercie l'assemblée ainsi que M. Philippe Brillault.

M. Philippe Brillault félicite Mme Catherine Baratti-Elbaz.

La Présidente appelle le point suivant inscrit à l'ordre du jour.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 20 septembre 2017

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 20 septembre 2017.

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical du 20 septembre 2017 est adopté à l'unanimité.

2 – Délibérations

2.1 Délégation de compétence à la Présidente (délibération 2017 98)

La Présidente donne la parole à Mme Véronique Haché.

Mme Véronique Haché (Directrice du Syndicat) explique qu'il s'agit de la reconduction de la délégation à la Présidente et cite :

L'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales permet au Comité syndical de déléguer une partie de ses attributions à la Présidente et au Bureau à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- de l'approbation du compte administratif,
- des dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L 1612-15,
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat,
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public.
- de la délégation de la gestion d'un service public.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, la Présidente rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

En l'absence de remarques, la Présidente soumet la délibération aux voix.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, **DÉCIDE à l'unanimité**, de donner délégation de compétence à la Présidente, pour la durée de son mandat et dans le cadre de l'ensemble des attributions du syndicat mixte (socle commun, compétences Autolib' et Vélib') pour :

1°) procéder :

- à la réalisation de tout type d'emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget dans la limite d'un montant maximum annuel fixé lors de l'adoption du budget annuel, du budget supplémentaire ou de décisions modificatives ;
- aux opérations financières comprenant tous les actes nécessaires à la gestion des emprunts ;

2°) Pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tous types de conventions, contrats, marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs modifications dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

3°) décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

4°) passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

5°) décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4.600 euros ;

6°) *fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;*

7°) *intenter au nom du Syndicat Mixte toutes les actions en justice ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, du fait de l'ensemble de ses activités devant toutes les juridictions sans exception, administratives et judiciaires, tant civiles que pénales, prud'homales, sociales ou commerciales et ce, tant en première instance qu'en appel ou en cassation ;*

8°) *réaliser les lignes de trésorerie dans les conditions et limites définies par la délibération spécifique qui sera prise par le Comité syndical à cet effet et d'en assurer les opérations courantes de gestion*

9°) *demander l'avis de la Commission consultative des services publics locaux dans tous les cas visés à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.*

10°) *donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature à la Directrice du Syndicat Mixte.*

11°) *tout autre pouvoir en dehors des cas strictement interdits par la loi.*

PREND ACTE que, conformément à l'article L. 5211-10 susvisé, la Présidente rendra compte des décisions prises dans le cadre des attributions exercées par délégation, lors de chaque réunion du Comité syndical et, le cas échéant auprès du Conseil d'exploitation de la régie autonome, lorsque les attributions exercées par délégation portent sur les affaires pour lesquelles le Comité syndical se substitue au Conseil d'exploitation conformément à l'article 7 des statuts de la régie autonome ;

PREND ACTE que, les décisions prises par la Présidente dans le cadre des pouvoirs qui lui sont ainsi délégués feront l'objet de toutes les mesures de publicité, notification et transmission légales et réglementaires.

2.2 - Modification du nombre de membres du bureau (délibération 2017 99)

La Présidente donne la parole à Mme Véronique Haché.

Mme Véronique Haché (Directrice du Syndicat) explique à l'assemblée que selon l'article 9-5 des statuts, le Comité syndical élit un bureau. L'article 11 des statuts prévoit que le bureau est composé de la présidente, de vice-président(e)s et de membres élus conformément aux dispositions prévues à l'article L. 2122-7 du Code Général des Collectivités territoriales.

Le nombre de membres du bureau est fixé librement par le Comité syndical.

Elle rappelle que par délibération 2016 16 du 13 juillet 2016, le Comité syndical a fixé à 13 le nombre des membres du bureau, la présidente et les vice-présidents étant membres de droit ; que par délibération 2017 20 du 10 mars 2017, le Comité syndical, en désignant un 9^{ème} vice-président, a porté à 14 le nombre des membres du bureau.

Elle précise qu'en décembre dernier, par délibération, le conseil municipal de la ville de Pantin a désigné un nouveau délégué titulaire et sa suppléante au Comité syndical. De ce fait, dit-elle, Monsieur Clérembeau, qui avait été élu à plusieurs commissions dont le bureau, ne peut plus siéger.

C'est pourquoi, dit-elle, il vous est proposé, afin de maintenir à 13 le nombre des membres du bureau, comme fixé dans la délibération susvisée, de ne pas pourvoir à son remplacement.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **DÉCIDE à l'unanimité**, de ne pas pourvoir le poste et de fixer à 13 le nombre de membre du bureau, la présidente et les 9 vice-président(e)s étant membres de droit :

Présidente		Christophe BERNIER
1 ^{re} Vice-présidente	Christine BRUNEAU	Jean-Paul MORDEFROID
2 ^e Vice-président	Yann WEHLING	Bruno HELIN
3 ^e Vice-président	Christophe NAJDOVSKI	
4 ^e Vice-président	Thierry-Michel ISOARD	
5 ^e Vice-président	Jean-Luc MILLARD	
6 ^e Vice-président	Patrice PATTÉE	
7 ^e Vice-président	Samuel BESNARD	
8 ^e Vice-président	Xavier CARON	
9 ^e Vice-président	Patrick OLLIER	

La Présidente s'enquiert d'éventuelles questions.

M. Marc Feugère (Châtenay-Malabry) trouve dommage le non-remplacement d'un membre.

La Présidente répond que le nombre de membres du bureau était de treize initialement. Il a ensuite été augmenté lors de l'adhésion de la Métropole du Grand Paris en désignant M. Patrick Ollier, 9^{ème} vice-président.

M. Marc Feugère (Châtenay-Malabry) indique qu'un nouveau membre permettrait d'installer le sujet Autolib' avec plus d'importance.

La Présidente propose qu'un groupe de travail composé d'élus soit constitué afin de travailler plus en détail sur les questions liées à la DSP Autolib'.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) indique qu'il est favorable à cette proposition.

2.3 - Désignation d'un membre à la CCSPL et un membre à la DSP (délibérations : 2017 100
2017 101)

La Présidente donne la parole à Mme Véronique Haché et précise que ce point sera traité avec le point suivant : désignation d'un membre à la commission de DSP (délibération 2017 101).

Mme Véronique Haché (Directrice du Syndicat) rappelle qu'en décembre dernier, par délibération, le conseil municipal de la ville de Pantin a désigné un nouveau délégué titulaire et sa suppléante au Comité syndical. De ce fait, Monsieur Clérembeau, qui était membre suppléant à la CCSPL et à la DSP, ne peut plus siéger.

C'est pourquoi, dit-elle, afin de compléter la liste, il est proposé de procéder à la désignation d'un membre suppléant à ces deux commissions et indique que M. Philippe LEBEAU représentant titulaire de la ville de Pantin s'est déclaré candidat *pour* siéger à la Commission Consultative des Services Publics Locaux ainsi qu'à la Commission de délégation de service public.

La Présidente donne la parole à M. Philippe Lebeau (Pantin).

M. Philippe Lebeau indique qu'il a pris la suite de M. Clérembeau suite à un changement dans l'exécutif municipal de Pantin. C'est dans ce prolongement qu'il candidate pour être membre de la CCSPL et de la commission DSP.

En l'absence de remarques, la Présidente soumet les délibérations au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉSIGNE à l'unanimité, M. Philippe LEBEAU membre suppléant pour siéger à la Commission Consultative des Services Publics Locaux et à la Commission de délégation de service public.

2.4 - Retrait de L'établissement public territorial Paris Est Marne et Bois (délibération 2017 102)

La Présidente donne la parole à Mme Véronique Haché.

Mme Véronique Haché (Directrice du Syndicat) indique que l'établissement public territorial Paris Est Marne et Bois est adhérent au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole pour la compétence Autolib' qu'il exerçait, sur le périmètre des communes de Charenton-le-Pont et Saint-Maurice par substitution de la communauté de communes de Charenton-le-Pont Saint-Maurice.

Elle précise que le conseil de territoire de l'établissement public territorial Vallée Sud-Grand Paris en séance du 2 mai 2017 a décidé de ne plus exercer cette compétence facultative portant sur le déploiement, le financement et l'exploitation du service public Autolib' et de la restituer aux communes de Charenton-le-Pont et Saint-Maurice. Les deux communes ont adhéré au socle commun du Syndicat Autolib' et Vélib' Métropole, ainsi qu'à la compétence optionnelle Vélib'.

Il convient désormais, dit-elle, de confirmer le retrait par une approbation concordante du Comité syndical.

En l'absence de remarques, la Présidente soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, le retrait de l'établissement public territorial Paris Est Marne et Bois du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

2.6 - Retrait de la commune de Fontenay-le-Fleury (délibération 2017 103)

La Présidente donne la parole à Mme Véronique Haché.

Mme Véronique Haché (Directrice du Syndicat) rappelle que par délibération 2016 02, le Comité syndical a approuvé l'adhésion de la commune de Fontenay-le-Fleury au Syndicat. Au vu des décisions du délégataire concernant les conditions de réalisation de toutes les nouvelles stations, celle projetée sur la commune de Fontenay-le-Fleury n'a ni été mise à l'étude ni programmée et c'est pour cela que le conseil municipal de la ville a décidé son retrait du Syndicat Autolib' et Vélib' Métropole.

Elle ajoute qu'aucun engagement financier n'a été pris par chacune des parties, pour l'étude ou la réalisation de stations, et qu'il n'y a pas lieu de facturer à la commune la cotisation d'adhésion prévue pour les nouveaux membres, ni d'établir de convention d'indemnisation du Syndicat au titre d'un préjudice particulier subi par ce retrait.

En l'absence de remarques, **la Présidente** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, le retrait de la commune de Fontenay-le-Fleury du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

2.7 - Décision modificative n°2 du budget principal 2017 (délibération 2017 104)

La Présidente donne la parole à M. Malik Salemkour.

M. Malik SALEMKOUR (directeur juridique des finances et de la commande publique) rappelle que le budget principal 2017 du Syndicat a été adopté lors de la séance du 12 avril 2017 et qu'en cours d'année, la Présidente peut procéder à des ajustements budgétaires. Il rappelle, comme indiqué dans la délibération 2017 51 en date du 28 juin 2017, les discussions avec les services préfectoraux et la DRFiP sur les statuts de la Régie Velib' à seule autonomie financière ainsi que sur son fonctionnement avaient conduit le Syndicat à ne pas exécuter le budget annexe, à titre conservatoire. Toutefois, dit-il, compte tenu des dépenses nécessaires à la mise en place du service public Velib', il avait été acté que le budget principal prenne en charge les dépenses de personnel, d'agencement des locaux, de matériel informatique et de mobilier. Les augmentations de charges engendrées par cette approche devaient faire l'objet d'une refacturation du budget principal vers la Régie Velib'.

Il précise que le Syndicat et les différents services de l'Etat s'étant récemment accordés sur les points en débat, il est nécessaire de procéder au remboursement envisagé sur le budget principal.

De fait, il convient de procéder à un ajustement du chapitre 012 relatif aux charges de personnel et frais assimilés, qui avait supporté l'ensemble des dépenses de personnel du Syndicat jusqu'en octobre 2017 (budget principal et budget annexe) durant la phase de dialogue avec les services étatiques. Par ailleurs, ce poste de dépenses présente un niveau plus élevé que celui voté au budget primitif en raison notamment des recrutements rapides d'agents qu'a dû effectuer le Syndicat dans l'optique d'une mise en œuvre du nouveau service Velib' au 1^{er} janvier 2018.

Le chapitre 011 « Charges à caractère général » a également supporté les dépenses des deux budgets, celles inhérentes à la procédure de conciliation engagée dans le cadre de la délégation de service public ainsi que les charges liées aux contentieux avec le soumissionnaire évincé du marché Vélib la société JC DECAUX.

Il ajoute, qu'afin de garder le bénéfice du Compte Épargne Temps d'un agent recruté par voie de mutation, une convention financière de reprise du CET a été signée avec sa collectivité d'origine.

Enfin, les dépenses d'investissement doivent être diminuées afin de tenir compte des ajustements du prévisionnel des dépenses d'investissement réalisées par la SA Autolib'.

Au regard de ces différents éléments, il est proposé de modifier le budget principal comme suit :

Pour le budget d'investissement,

- De diminuer les dépenses du chapitre 204 « Subvention d'équipement versées » ;
- De diminuer les recettes du chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement ».

Pour le budget de fonctionnement,

- D'augmenter les dépenses du chapitre 011 « Charges à caractère général » ;
- D'augmenter les dépenses du chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés » ;
- D'augmenter les dépenses du chapitre 68 « Dotations aux provisions »
- D'augmenter les recettes du chapitre 70 « Produits des services du domaine et des ventes diverses » ;
- D'augmenter les recettes du chapitre 013 « Atténuation de charges »
- De diminuer les dépenses du chapitre 023 « Virement à la section d'investissement ».

En l'absence de remarques, la Présidente soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, ADOPTE à l'unanimité, la décision modificative n°2 du budget principal 2017 comme suit :

Section d'investissement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
021- Virement de la section de fonctionnement				110 000,00 €	
204- Subventions équipement versées	20421- Biens mobiliers, matériel et études	110 000,00 €			
TOTAL		110 000,00 €		110 000,00 €	

Section de fonctionnement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
012- Charges de Personnel	6336- Cot. CNFPT et Centre de gestion		1 514,00 €		
	64111- Rémunération principal		56 822,00 €		
	64112- NBI, SFT, Indemnité de résidence		5 968,00 €		
	64118- Autres indemnités		29 428,00 €		
	64131- Rémunérations		35 565,00 €		
	64138- Autres indemnités		27 705,00 €		
	6451- Cotisations URSSAF		25 182,00 €		
	6453- Cotisations aux caisses de retraites		28 142,00 €		
	6454- Cotisations aux ASSEDIC		1 582,00 €		
	6456- Versement au FNC du SFT		632,00 €		
	6488- Autres Charges		8 460,00 €		

Section de fonctionnement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
70- Produits des services du domaine et des ventes diverses	70841- Mise à dispo de personnel facturée aux budgets annexes				181 612,00 €
	70872- Remboursement de frais par le budget annexe				57 198,00 €
013- Atténuations de charges	6479- Remboursement sur autres charges sociales				4 240,00 €
68- Dotations aux amortissements et provisions	6815- Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement		4 240,00 €		
023- Virement à la section d'investissement		110 000,00 €			
TOTAL		146 691,00 €	389 741,00 €	- €	243 050,00 €
SOLDE			243 050,00 €		243 050,00 €

2.8 - Décision modificative n°1 du budget annexe 2017 Régie Vélib' à seule autonomie financière (délibération 2017 105)

La Présidente donne la parole à M. Malik Salemkour.

M. Malik SALEMKOUR (directeur juridique des finances et de la commande publique) rappelle que le budget annexe de la régie Vélib' à seule autonomie financière 2017 du Syndicat a été adopté lors de la séance du 12 avril 2017. Il rappelle comme précédemment les discussions avec les services préfectoraux et la DRFiP sur les statuts de la Régie autonome Vélib' ainsi que sur son fonctionnement qui avaient conduit le Syndicat à ne pas exécuter le budget annexe, à titre conservatoire.

Toutefois, dit-il, compte tenu des dépenses nécessaires à la mise en place du service public Vélib', il avait été acté que le budget principal prenne en charge les dépenses de personnel, d'agencement des locaux, de matériel informatique et de mobilier. Les augmentations de charges engendrées par cette approche devaient faire l'objet d'une refacturation du budget principal vers la Régie autonome Vélib'.

Le Syndicat et les différents services de l'Etat s'étant récemment accordés sur les points en débat, notamment avec l'ajustement des statuts de la régie autonome Vélib' soumis au comité syndical, il convient donc de procéder au remboursement envisagé sur le budget principal.

En outre, un ajustement est également proposé sur le chapitre 012 relatif aux charges de personnel et frais assimilés, résultant notamment d'un impératif pour le Syndicat de recruter rapidement des agents dans l'optique d'une mise en œuvre du nouveau service Vélib' au 1^{er} janvier 2018.

Par ailleurs, comme prévu par la délibération 2017 66, la société Smovengo, titulaire du marché Vélib' ayant renoncé au bénéfice de son avance, il convient de diminuer le chapitre 74 « Dotations et participations » du montant correspondant.

Enfin, cette décision modificative a également pour finalité de revoir à la baisse les dépenses d'investissement prévues initialement sur ce budget annexe, réduisant d'autant le virement de la section de fonctionnement à celle d'investissement.

En recettes de ce budget annexe, la subvention prévue à recevoir de la Ville de Paris pour couvrir les dépenses 2017 de la régie autonome Vélib' est ajustée en conséquence.

Au regard de ces différents éléments, il est proposé de modifier le budget de la Régie comme suit :

Pour le budget d'investissement,

- De diminuer les dépenses du chapitre 21 « Immobilisations corporelles » ;
- De diminuer les recettes du chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement ».

Pour le budget de fonctionnement,

- De diminuer les dépenses du chapitre 011 « Charges à caractère général » ;
- Diminuer les dépenses du chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés » ;
- De diminuer les recettes du chapitre 74 « Dotations et participations ».

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, ADOPTE à l'unanimité, la décision modificative n°1 du budget annexe 2017 comme suit :

- Section d'investissement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
21- Immobilisations corporelles	2181- Immobilisations générales, agencements, aménagements divers	50 000,00 €			
	2183- Matériel de bureau et matériel informatique	10 000,00 €			
021- Virement de la section de fonctionnement				60 000,00 €	
TOTAL		60 000,00 €		60 000,00 €	

- Section de fonctionnement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
74- Dotations et Participations	7474- Commune			1 529 051,00 €	
013- Atténuations de charges	6479- Remboursement sur autres charges sociales				1 292,00 €
011- Charges à caractère général	611- Contrats de prestations de services	1 594 000,00 €			
	62871- Remboursement à la collectivité de rattachement		780,00 €		
012- Charges de personnel et frais assimilés	6215- Personnel affecté par la collectivité de rattachement		261 612,00 €		
	64111- Rémunération Principale	40 000,00 €			
	64112- NBI, SFT, Indemnité de Résidence	3 000,00 €			
	64118- Autres Indemnités	30 000,00 €			
	64131- Rémunération non titulaire	21 500,00 €			
	64138- Autres Indemnités	10 000,00 €			
	6451- Cotisations URSSAF	20 000,00 €			
	6453- Cotisation aux caisses de retraites	10 000,00 €			
	6488- Autres Charges	1 651,00 €			
023- Virement à la section d'investissement		60 000,00 €			
TOTAL		1 790 151,00 €	262 392,00 €	1 529 051,00 €	1 292,00 €
SOLDE		1 527 759,00 €		1 527 759,00 €	

2.9 - Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib' : (délibérations 2017 106 Bagnolet et 2017 107 Bry-sur-Marne)

En l'absence de remarques, la Présidente soumet la délibération au vote.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE à l'unanimité** le transfert de compétence de location de vélos en libre-service des communes de Bagnolet et de Bry-sur-Marne ; **APPROUVE** leurs adhésions à l'option Vélib'.

2.10 - Adhésion de la commune de Bondy au SMAVM, Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib' (délibération 2017 108)

En l'absence de remarques, la Présidente soumet la délibération au vote.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE à l'unanimité**, l'adhésion de la commune de Bondy au Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **DIT** que le montant de la contribution obligatoire calculé par station Autolib' ou équivalent station pour les collectivités adhérentes sera celui applicable à la date de signature de la convention de déploiement ; **APPROUVE** le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de la commune de Bondy au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **APPROUVE** l'adhésion à l'option Vélib'.

3 – Point Divers

Avancement sur les travaux des stations Vélib'

La Présidente donne la parole à M. Olivier Bonnefoy.

M. Olivier Bonnefoy (Directeur des services techniques) indique aux membres que l'objectif est d'atteindre 700 stations d'ici le 31 décembre 2017 (600 en remplacement des stations existantes, 100 en stations nouvelles) et au 31 mars 2018, le Syndicat espère atteindre 1400 stations implantées. Il explique que la coordination se fait entre la Ville de Paris, SOMUPI, ENEDIS, SMAVM, le Syndicat et Smovengo.

Il évoque ensuite la répartition sectorielle des responsables de l'équipe du déploiement ; rappelle que 78 villes et arrondissements ont été rencontrés depuis début juillet et que des réunions complémentaires se poursuivent avec d'autres villes.

Il ajoute que sur les 1400 stations, 940 instructions techniques ont été produites, 430 chantiers sont programmés et que 240 chantiers ont déjà débuté.

Il précise que les études ne sont pas engagées sans validation par l'exécutif local des implantations et que les stations validées seront inaugurées à la fin de l'année.

Il termine par une description des études techniques qui sont menées et salue les communes et les services pour leur travail.

M. Patrick Ollier (Métropole du Grand Paris) souhaite préciser que la Métropole du Grand Paris prend la responsabilité de contacter les différents services des mairies adhérentes au Syndicat afin de s'assurer de l'état d'avancement des travaux.

M. Olivier Bonnefoy (Directeur des services techniques) informe ensuite les membres du planning et de la durée des travaux qui est de six semaines lors de la transition d'une station Vélib' 1 à une station du Vélib' Métropole et cite comme exemple la station test dans le treizième arrondissement de Paris, implantée depuis le 11 octobre 2017.

Mme Véronique Haché (Directrice du Syndicat) rappelle aux membres que des réunions techniques régulières ont lieu avec les directeurs généraux des services techniques.

Communication lors de la phase de travaux pour le Vélib' Métropolitain

La Présidente donne la parole à Mme Mélody Tonolli.

Mme Mélody Tonolli (Directrice de la communication et du marketing) explique les objectifs de la communication lors de la phase de travaux pour le Vélib' Métropolitain. Il s'agit, dit-elle, d'accompagner les usagers lors des travaux de manière la plus efficace possible et réussir la migration des 300 000 abonnés actuels.

Nouveau logo du Syndicat

La Présidente donne la parole à Mme Mélody Tonolli.

Mme Mélody Tonolli (Directrice de la communication et du marketing) présente au moyen d'un PowerPoint diffusé sur écran, le nouveau logo du Syndicat. Elle explique ensuite que la raison qui a conduit à la création de ce nouveau logo était de rafraîchir l'identité du Syndicat pour accompagner le lancement du Vélib' Métropolitain en plus de sa compétence historique, Autolib'. Elle ajoute que les déplacements et la mobilité ont menés à la création de ce logo dessiné à la main avec l'idée d'un point de départ et d'arrivée. Elle termine en indiquant que la version incurvée, gris avec une pointe de vert a été retenue.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente, après avoir indiqué aux membres que le prochain Comité syndical siégeant en substitution du conseil d'exploitation se tiendra le 9 novembre 2017 à 16h30, lève la séance à 17 heures 30.

Le secrétaire de séance

La Présidente,

Christophe Bernier

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement de Paris